



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

AREP Association Régionale d'Education Permanente Hauts de France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

AREP Association Régionale d'Education Permanente Hauts de France
70 avenue de l'Harmonie 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

AREP Association Régionale d'Education Permanente Hauts de France

70 avenue de l'Harmonie 59262 SAINGHIN EN MELANTOIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'Association Régionale d'Education Permanente Hauts de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Régionale d'Education Permanente Hauts de France relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 17 février 2025

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

Experts et partenaires
des acteurs
d'une économie
plus humaine

Association AREP

Comptes annuels arrêtés
au 31/08/2024

Parc de la Haute Borne
70 avenue de l'Harmonie
59262 SAINGHIN EN MELANTOIS
Siret : 30754755400047

Harmonium
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sommaire

Bilan et Compte de Résultat	1
Annexe	6

Bilan et Compte de Résultat

Bilan Actif

		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	5 640	4 893	747	2 627
	Autres immobilisations incorporelles (1)	82 409	53 119	29 290	42 171
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	76 050	63 204	12 847	18 659
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.	8 697		8 697	8 697
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				12 544
	Prêts				1 083
	Autres immobilisations financières	1 083		1 083	
TOTAL (I)		173 879	121 216	52 663	85 780
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				18 000
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	36 181	7 310	28 871	39 164
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	474 967		474 967	475 006
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 250 000		1 250 000	1 250 000
	DISPONIBILITES	2 336 143		2 336 143	1 775 884
	Charges constatées d'avance	34 220		34 220	143 139
	TOTAL (II)	4 131 512	7 310	4 124 201	3 701 194
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		4 305 390	128 526	4 176 864	3 786 974
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 083	13 627
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Bilan Passif		31/08/2024	31/08/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 100 000	1 100 000
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	236 145	236 145
Autres			
Report à nouveau	1 375 819	1 200 464	
	Excédent ou déficit de l'exercice	(27 677)	175 356
	Total des fonds propres (situation nette)	2 684 287	2 711 964
	Fonds propres consommptibles		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	2 684 287	2 711 964
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	23 786	19 524
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	23 786	19 524
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	87 840	210 615
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	64 960	55 617
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	1 315 991	789 253	
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	1 468 792	1 055 486
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		4 176 864	3 786 974
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(27 677,02)	175 355,75
(1) Dont à moins d'un an		1 468 792	1 055 486
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat

1/2

		31/08/2024	31/08/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	74 106	86 953
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	289 600	468 934
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	317 440	273 467
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	44 137	17 041
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	3	611
Total des produits d'exploitation		725 286	847 006
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	458 560	372 136
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 964	2 468
	Salaires et traitements	202 230	197 459
	Charges sociales	88 776	83 104
	Dotation aux amortissements et dépréciations	24 392	21 778
	Dotation aux provisions	4 262	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	25 387	127
Total des charges d'exploitation		806 571	677 073
RESULTAT D'EXPLOITATION		(81 285)	169 933

Compte de Résultat

2/2

		31/08/2024	31/08/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(81 285)	169 933
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	67 721	16 808
	Total des produits financiers	67 721	16 808
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		67 721	16 808
RESULTAT COURANT avant impôts		(13 565)	186 741
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 461	6 305
	Total des produits exceptionnels	2 461	6 305
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 659	15 777
	Total des charges exceptionnelles	7 659	15 777
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(5 198)	(9 471)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		8 914	1 914
TOTAL DES PRODUITS		795 468	870 119
TOTAL DES CHARGES		823 145	694 763
EXCEDENT ou DEFICIT		(27 677)	175 356
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe

Informations générales

L'A.R.E.P. a pour objet:

- De promouvoir la formation professionnelle et continue tout au long de la vie ;
- D'établir une coordination entre les personnes physiques ou morales qui assurent la formation professionnelle continue et tout au long de la vie telle qu'elle est définie par l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Notamment par les lois du 16 juillet 1971 et leurs textes d'application ainsi que par différentes conventions ou accords conventionnels tels ceux du 9 juillet 1970, complétés par l'avenant-cadre du 30 avril 1971 ;
- De faciliter ou d'harmoniser, sous quelque forme que ce soit, l'action de ses membres au service de la formation professionnelle continue et tout au long de la vie ;
- De conseiller ses membres en matière pédagogique, administrative, juridique, financière, fiscale et sociale ;
- De suppléer un membre à sa demande, en matière pédagogique, administrative, juridique , financière, fiscale et sociale ;
- D'assurer une veille juridique, pédagogique, fiscale, sociale et concurrentielle ;
- D'assurer une mission de représentation auprès des instances publiques ou privées compétentes en matière de formation professionnelle continue et tout au long de la vie ;
- De conclure avec l'Etat et les collectivités, tous accords, contrats ou conventions en vue d'assurer dans les meilleures conditions pédagogiques, juridiques, administratives, culturelles, sociales et financières, la formation professionnelle continue et tout au long de la vie ;
- D'organiser et de gérer, à son initiative et sous sa responsabilité directe, des actions de formation professionnelle continue et tout au long de la vie, dans le cadre des catégories suivantes :
 - Actions de formation ;
 - Actions de formation par apprentissage ;
 - Actions de formation permettant la validation des acquis de l'expérience ;
 - Bilans de compétences.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 176 864** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **795 468** euros et un total **charges** de **823 145** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-27 677** euros.

L'exercice considéré débute le **01/09/2023** et finit le **31/08/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Licences informatiques	3 ans
Immobilisations incorporelles	De 3 à 5 ans
Matériels de bureau	De 1 à 5 ans
Mobiliers	De 3 à 5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu, selon les modalités suivantes :

- Créances de plus d'un an : dépréciation de 100 % ;
- Créances de moins d'un an : dépréciation de 75 % dans la mesure où des créances de plus d'un an sont déjà dépréciées.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Cotisations

Les cotisations ont été comptabilisées en tenant compte des appels de cotisations envoyés.

Subventions

Les subventions relatives aux appels d'offres régionaux sont comptabilisées en totalité lors de l'établissement des rapports de juste compensation. En ce qui concerne le taux des frais de gestion de 15 % retenu pour les actions SIEG, il a été validé par le financeur. Ce taux forfaitaire est appliqué lors de l'établissement des rapports de juste compensation.

Lorsque le dossier de subvention n'est pas déposé à la date de clôture, la quote-part relative aux frais de mandataire est comptabilisée car elle est réputée acquise.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/202
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	88 049					88 049
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	88 049					88 049
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	72 231		3 819			76 050
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	72 231		3 819			76 050
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence	8 697					8 697
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	13 627		8		12 552	1 083
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	22 324		8		12 552	9 780
TOTAL		182 604		3 827		12 552	173 879

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	43 251	14 761		58 012
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	43 251	14 761		58 012
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	53 572	9 631		63 204
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 572	9 631		63 204	
TOTAL		96 824	24 392		121 216

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	19 524	4 262		23 786
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	19 524	4 262		23 786
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	32 682		25 372	7 310
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	32 682		25 372	7 310
TOTAL GENERAL		52 206	4 262	25 372	31 096
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			4 262	25 372	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Provisions suite

La provision pour risques et charges correspond à une provision pour indemnité de départ à la retraite.

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 23 786 euros.

Elle correspond aux droits acquis en fin de carrière pour le personnel présent au 31 août.
Une dotation a été constatée pour 4 262 € pour l'exercice clos au 31 août 2024.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- La convention collective Salariés des établissements privés 2015 ;
- L'âge de départ à la retraite : 65 ans ;
- Le taux de rotation du personnel : faible ;
- Le taux moyen d'augmentation des salaires : 2% constant ;
- Le taux d'actualisation retenu : 3.44 % ;
- Le taux moyen des charges sociales : 50%.

Créances et Dettes

		31/08/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 083	1 083	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	7 310	7 310	
	Autres créances clients, usagers	28 871	28 871	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	207 304	207 304	
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	267 663	267 663	
	Charges constatées d'avance	34 220	34 220	
TOTAL DES CREANCES		546 451	546 451	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice		12 544		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/08/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	87 840	87 840		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	27 153	27 153		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	27 231	27 231		
	Impôts sur les bénéfices	8 914	8 914		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 662	1 662		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	1 315 991	1 315 991		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		1 468 792	1 468 792		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Créances

Le poste "Groupe et associés" représente l'apport en trésorerie fait auprès de la SCI pour 207 304 €.

Produits à recevoir (avec détail)

	31/08/2024	31/08/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	11 855	9 126	2 729	29,90
Autres créances	242 197	266 520	(24 324)	-9,13
TOTAL	254 051	275 646	(21 595)	-7,83

Charges à payer (avec détail)

	31/08/2024	31/08/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 251	33 392	6 859	20,54
Dettes fiscales et sociales	42 734	41 065	1 669	4,07
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	82 985	74 456	8 528	11,45

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/08/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			34 220
FRELLO		23 995	
Cotisation Acteur de la compétence		4 253	
Location fontaine		70	
Contrat MSI		1 813	
Assurances		1 285	
Loyer copieur		1 097	
Location véhicule		695	
Box licence		338	
Loyer viatelease		275	
Redevance SC Forme		192	
Location machine à affranchir		206	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			34 220

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/08/20	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/20
Fonds propres sans droit de reprise	1 100 000				1 100 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	236 145				236 145
Autres réserves					
Report à nouveau	1 200 464	175 356			1 375 819
Excédent ou déficit de l'exercice	175 356	(175 356)		27 677	(27 677)
Situation nette	2 711 964			27 677	2 684 287
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 711 964			27 677	2 684 287

Notes sur le compte de résultat

Ventilation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice se ventilent de la manière suivante :

Nature des produits d'exploitation	Montant	Taux
Subventions	317 440 €	43,77 %
Participations actions	238 989 €	32,95 %
Prestations formation et séminaires	50 611 €	6,98 %
Cotisations	74 106 €	10,22 %
Reprise provisions	44 137 €	6,09 %
Produits divers de gestion courante	3 €	NS
TOTAL	725 286 €	100,00 %

Ventilation des subventions

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		317 440 €			
Subvention d'investissement					
TOTAL		317 440 €			

Les subventions d'exploitation de l'exercice se ventilent de la manière suivante :

Nature des subventions	Montant	Taux
Région Hauts-de-France - SIEG 2023	172 484 €	54,34 %
Région Hauts-de-France - SIEG 2024	153 148 €	48,24 %
Région Hauts-de-France - SIEG 2020 Solde	- 8 192 €	-2,58 %
TOTAL	317 440 €	100,00 %

Notes sur le compte de résultat

Contributions volontaires en nature :

L'association ne bénéficie pas de contributions volontaires en nature.

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Effectif moyen

		31/08/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		3	
	Professions intermédiaires			
	Employés			
	Ouvriers			
	TOTAL		3	

Annexes supplémentaires - Formation

Tableau I

Ressources de l'organisme

ORIGINE DES FONDS	MONTANT (N)		MONTANT (N-1)	
	En K€	En %	En K€	En %

1 - RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS

Entreprises				
Etat				
Collectivités locales				
Etablissements publics				
Entreprises				
Via OPCA.	36,28	100	38,76	100
Oma				
Faf				
Particuliers				
SOUS-TOTAL I				

2 - RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS

Instances européennes				
Etat				
Régions				
Autres collectivités territoriales				
SOUS-TOTAL II				

3 - AUTRES

Autres organismes de formation				
Autres ressources				
SOUS-TOTAL III				
TOTAL DES RESSOURCES	36,28	100	38,76	100

Annexes supplémentaires - Formation

Tableau II

Décomposition des actions de formation par finalité

FINALITE DES ACTIONS	VOLUMES FINANCIERS			
	N		N - 1	
	En K€	En %	En K€	En %
Diplômantes *(1)				
Perfectionnement professionnel et qualifiant*(2)	36,28	100	38,76	100
Insertion sociale				
Total	36,28	100	38,76	100

(1) Diplômes nationaux, titres homologués

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations

Autres informations

Rémunération et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés

En l'application de l'article 20 de la Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés sur l'exercice n'est pas mentionnée car cela reviendrait à diffuser la rémunération individuelle du directeur.

Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires au titre de la mission de contrôle légal des comptes s'élèvent à 7 497 €.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.